

Etat: 01 septembre 2009

Histoire de la Fédération suisse des communautés israélites (FSCI)

Depuis sa fondation il y a plus d'un siècle, la FSCI a connu une histoire pour le moins mouvementée. Un grand nombre de questions et de problèmes qui la préoccupent depuis le début sont toujours d'actualité. Aujourd'hui, la FSCI est une institution qui a pris une dimension sociale et politique non négligeable et qui sait se faire entendre.

Fondation. Le 27 novembre 1904, 27 représentants de treize communautés juives de toute la Suisse se réunissent à Baden pour adopter les statuts et mettre en place un exécutif de cinq personnes, fondant ainsi la FSCI. La nouvelle association a pour objectif de « sauvegarder et représenter les intérêts du judaïsme en Suisse ». La lutte contre l'interdiction de l'abattage rituel inscrite dans la Constitution suisse et la coordination en matière de cimetières figurent parmi les points essentiels du programme.

Défense du judaïsme. Les premières années de la FSCI sont relativement calmes. Mais au début des années 1930, les juifs suisses sont profondément déstabilisés par le développement fulgurant de diverses formations antisémites qui se qualifient de « fronts », et surtout par l'émergence de propos antisémites au sein de la classe moyenne et par la compréhension dont certains partis politiques bourgeois font preuve envers ces nouvelles formations. Refusant de rester passive face aux demandes de « rétrogradation des juifs au rang de citoyens de deuxième catégorie » émanant des groupes antisémites, la FSCI intensifie sa lutte contre l'antisémitisme en créant, fin 1936, sa propre agence de presse (Jüdische Nachrichten, JUNA).

Deuxième Guerre mondiale. La FSCI se retire toutefois de plus en plus de la vie publique et c'est dans un état de paralysie, de tension et d'indignation qu'elle assiste à la Shoah et à la politique suisse en matière d'asile. Fin 1942, compte tenu de la défaillance des autorités suisses et du sentiment d'impuissance qu'elle éprouve face à la tragédie des juifs européens, la FSCI prend conscience de la nécessité d'un nouveau départ pour régler des problèmes aussi pesants.

Reconnaissance. Se montrer vigilante par rapport à d'éventuelles attaques et participer à tous les efforts déployés par les communautés sur le plan social et culturel constituent les tâches à la fois nouvelles et anciennes de la FSCI après la Deuxième Guerre mondiale. Avec le boom économique des années 1950 et l'esprit du « laisser-faire » qui le sous-tend, la FSCI est de mieux en mieux acceptée. La reconnaissance politique de la FSCI va de pair avec l'instauration du dialogue interreligieux entre les juifs et les chrétiens.

Nouveaux défis. Alors que les relations avec l'environnement non juif se normalisent et que la FSCI reprend confiance en elle, à l'interne, ses membres ressentent un certain malaise. Il est fait état d'une jeunesse de plus en plus indifférente à la tradition juive, d'une augmentation inquiétante du nombre de mariages mixtes, ainsi que d'un vieillissement des communautés. Dès le milieu des années 1950, les organes de la FSCI s'attellent à ces problèmes. La FSCI commence par intensifier ses activités pour la jeunesse tout en discutant à plusieurs reprises d'une révision des statuts, en 1981, 1992, 1994 et en 2003. Ces discussions se focalisent sur le paragraphe énonçant les buts de la FSCI ainsi que sur la question de l'intégration des « communautés libérales » au sein de l'association.

Au milieu des années 1990, la FSCI est confrontée au différend opposant le Congrès juif mondial (CJM) aux banques suisses, lesquelles détiennent encore d'importants fonds sur des « comptes en déshérence ». La FSCI tient en effet à adopter une position d'intermédiaire entre les banques suisses, les autorités et le CJM. La FSCI partage le point de vue que la Suisse doit se confronter aux « ombres de son passé » tout en faisant l'objet d'un traitement correct. C'est pourquoi elle salue la création de la Commission Indépendante d'Experts Suisse – Seconde Guerre Mondiale (CIE). Avec la création d'une fondation de solidarité et la publication du rapport final de la CIE en 2001 s'achève la première phase, intellectuelle, de cette reconsidération du passé. L'avenir montrera dans quelle mesure ces conclusions historiques seront répercutées dans la population et dans les milieux politiques, et enseignées en classe. Au fil des années, les contacts avec les autorités, les institutions ecclésiastiques et religieuses ainsi qu'avec divers groupements d'intérêts culturels et sociaux se sont renforcés, ce qui permet à la FSCI de faire entendre sa voix sur des questions politiques importantes.

Zsolt Keller, zsolt.keller@baden.ch

Références

Jacques Picard, *La Suisse et les Juifs 1933–1945. Antisémitisme suisse, défense du judaïsme, politique internationale envers les émigrants et les réfugiés*, Lausanne, 2000 (3e éd. orig. all. 1997).
Heinz Roschewski, *Auf dem Weg zu einem neuen jüdischen Selbstbewusstsein ? Geschichte der Juden in der Schweiz 1945–1994*, Bâle/Francfort-sur-Main, 1994.
Schweizerischer Israelitischer Gemeindebund (SIG) (éd.), *Festschrift zum 50 jährigen Bestehen (1904–1954)*, [Bâle], 1954.
Fédération suisse des communautés israélites (FSCI) (éd.), *Vie et culture juives en Suisse. 100 ans* Fédération suisse des communautés israélites (FSCI), Zurich, 2004.

Les présidents de la FSCI

Hermann Guggenheim, Zurich	1904–1914
Jules Dreyfus-Brodsky, Bâle	1914–1936
Saly Mayer, Saint-Gall	1936–1943
Saly Braunschweig, Zurich	1943–1946
Georges Brunschvig, Berne	1946–1973
Jean Nordmann, Fribourg	1973–1980
Robert Braunschweig, Berne	1980–1988
Michael Kohn, Dr. h.c., Baden	1988–1992
Rolf Bloch, Dr., Berne	1992–2000
Alfred Donath, Prof. Dr., Genève	2000–2008
Herbert Winter, Dr., Zurich	2008–

Observation légale

Des citations de tout ou partie de ce factsheet sont autorisées avec la référence « Factsheet FSCI »